

Dans son Journal Télévisé de 20H, France 2 a révélé que des journalistes, des scientifiques, des représentants d'ONG, des personnalités et des hommes politiques ont été fichés par l'entreprise Monsanto. Chacun avait des critères d'évaluation sur son degré de corruptibilité et sur son influence notamment par rapport aux positions prises sur le glyphosate. Ce sont des agences de communication qui ont établies ses listes pour l'entreprise américaine, Monsanto... Le glyphosate est un herbicide cancérigène qui a été prolongé de 5 ans lors d'un débat au parlement européen... Le rôle des lobbys est ici dénoncé et prouve aussi leur efficacité. Nous l'avons vu avec la fusion dernière de Siemens et d'Alstom qui a été refusée par une commissaire européenne subissant de plein front, le lobbying des Chinois qui n'avaient aucun intérêt à la naissance de ce concurrent. Si ce fichage organisé par Monsanto est intolérable et fait l'objet d'une enquête judiciaire, il n'en demeure pas moins que ce n'est pas la seule entreprise à pratiquer ce type de démarche... Dès lors, si ce vent d'indignation peut permettre d'en finir avec les méthodes de voyou des lobbys voire de les interdire définitivement, y compris au Parlement européen, ce scandale Monsanto (un de plus) aura servi à quelque chose. Les organisateurs de ce fichage sont passibles de 5 ans de prison et de 300 000 euros d'amende... Affaire à suivre.

Raymond Aquila

Partager :

- [Twitter](#)
- [Facebook](#)
- [LinkedIn](#)